



# La Lettre hebdomadaire des Territoires

**N° 02/19**

25.01.2019 – 31.01.2019

**Directeur de la Publication :** Olivier-Julienne  
**Rédactrice :** Natalie Herrouin

*Diffusion interne  
Réservée aux membres*

# Lettre des Territoires N° 02/19 25.01 – 31.01.2019

<b>NUMÉRIQUE ET TERRITOIRES</b>	<b>4</b>
La discrète arrivée d'Amazon, Microsoft et Google dans la cybersécurité	4
Très Haut débit : tout ça pour ça ?	4
• Pays-de-la-Loire	4
Expérimentation de la 5G à Nantes	4
Mounir Mahjoubi : "Près de 20% des Français ne savent pas utiliser le numérique"	5
De multiples initiatives numériques rendent un petit territoire plus dynamique	5
Le Conseil national du numérique consulte sur les régulations numériques	5
<b>SANTÉ, SOCIAL ET TERRITOIRES</b>	<b>6</b>
La loi Santé sera présentée en conseil des ministres le 13 février, mais l'équation se complique	6
Avant-projet de loi de santé : la mise en place de l'espace numérique de santé se précise	6
L'institut Montaigne propose une méthode d'évaluation des impacts de l'IA sur les emplois en santé	7
<b>GESTION, FINANCES ET TERRITOIRES</b>	<b>7</b>
La DGCL publie son guide statistique de la fiscalité directe locale en 2017	7
Fusion des régions : le compte n'y est pas encore	7
Investissement : pourquoi tant de disparités entre les communes ?	8
<b>ÉDUCATION ET TERRITOIRES</b>	<b>8</b>
Innovation : T-Prof®, le premier simulateur numérique d'enseignement	8
Le numérique en français : usages et représentations	8
ENT départemental L@ndecoles	9
<b>DOSSIER - PAROLE D'EXPERT</b>	<b>9</b>
Atos sécurise les communications des véhicules connectés	9
<b>ÉNERGIES ET TERRITOIRES</b>	<b>10</b>
Taxe carbone : l'Etat prêt à du donnant-donnant avec les collectivités	10
Des lampadaires intelligents pour surveiller les places de parkings	10
• Grand Est	11
Renneville finance des travaux publics grâce aux énergies renouvelables	11
Un appel d'offres solaire dans le Haut-Rhin pour préparer la reconversion de Fessenheim	11
Le Grand Est accélère le déploiement de l'hydrogène	12
<b>TRANSPORTS ET TERRITOIRES</b>	<b>12</b>
Une plateforme collaborative pour aider les projets de mobilité dans les zones mal desservies	12
Le futur des navettes autonomes circule à Nevers	13
• Hauts-de-France	13
À Soissons, gestion des données pour un stationnement intelligent et plus fluide	13
<b>AGENDA</b>	<b>13</b>
[05.02.2019] Énergie et Numérique - Quelles opportunités pour les collectivités, les territoires et les administrés ?	13
Journée de formation de la Mission Ecoter	13
[06.02.2019] Numérique et éducation - Objectif « Réussite éducative » : donner toutes les chances dès le primaire	14
Colloque de la Mission Ecoter en partenariat avec la ville de Bourges	14
[13.03.2019] Smart City, une vision à taille humaine : mise en œuvre et clefs de la réussite	14
Colloque de la Mission Ecoter	14
[14.03.2019] Les clés de la réussite d'un tiers-lieu en milieu rural ou péri-urbain	14
Journée de formation de la Mission Ecoter	14

<b>[14 et 15.03.2019] Patrimoine et renouvellement urbain</b>	<b>14</b>
La Mission Ecoter partenaire des Journées d'études	15
<b>[27.03.2019] Participation citoyenne numérique : métiers et compétences dans les collectivités</b>	<b>15</b>
Rencontre de la Mission Ecoter en partenariat avec Décider ensemble	15

# NUMÉRIQUE ET TERRITOIRES

## La discrète arrivée d'Amazon, Microsoft et Google dans la cybersécurité

LesEchos.fr | 22.01.19

*Les trois géants du numérique seront présents au Forum International de la Cybersécurité qui ouvre ses portes à Lille mardi. Ils lancent leurs propres services de sécurité informatique adossés à leurs offres d'hébergement en ligne des données.*

Ils sont tous là. Comme s'ils se marquaient à la culotte, les géants américains de l'informatique en ligne (dit « cloud computing ») ont cette année tous fait le déplacement à Lille pour le Forum international de la cybersécurité (FIC) qui ouvre ses portes ce mardi.

Ce salon d'envergure européenne doit réunir pendant deux jours environ 10.000 personnes : des professionnels issus des entreprises, des cybergendarmes, des dirigeants de PME du numérique... et Amazon Web Services, Microsoft ou encore Google, qui comptent bien y faire passer de rassurants messages.

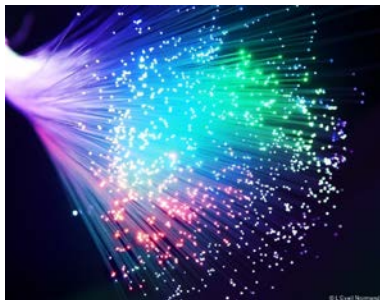
**Ils se disputent les parts du marché en pleine explosion de l'hébergement et du calcul en ligne des données [alors que la menace informatique reste forte](#)** 📄.

> [Lire la suite](#) 📄

[Sommaire](#) ↻

## Très Haut débit : tout ça pour ça ?

LaGazettedescommunes.com | 22.01.19



*La procédure de l'Appel à Manifestations d'Engagements Locaux (AMEL) n'est toujours pas close officiellement. Alors qu'elle représentera probablement moins d'un million de prises, contre plus de 2 millions prévues au départ, l'AMEL contribue en outre à jeter le doute et à désorganiser les réseaux d'initiative publique (RIP).*

Avec l'ambition d'accélérer la couverture numérique en très haut débit du territoire, [le Premier ministre avait annoncé, en décembre 2017](#) 📄, le principe de l'AMEL. **Pour résumer, il s'agissait de permettre aux opérateurs privés d'équiper à leur frais certains territoires ruraux relevant de RIP, sous le contrôle des collectivités concernées.**

Le schéma prévoyait que les opérateurs privés soient interrogés par les collectivités de janvier à avril 2018, tandis que les services de l'Etat sécuriseraient les déploiements en encadrant les engagements des opérateurs ([via l'article L. 33-13](#) 📄) du Code des Postes et Communications Electroniques) entre juin et juillet 2018...

Seulement, au 21 janvier 2019, deux AMEL sont encore en cours en Haute-Vienne et en Dordogne. Et, aucun des deux syndicats ne délibérera avant mi-février. **Par ailleurs, selon nos sources, aucun dossier AMEL n'aurait encore été transmis à l'ARCEP.**

> [Lire la suite](#) 📄

[Sommaire](#) ↻

## • Pays-de-la-Loire

### Expérimentation de la 5G à Nantes

LaTribune.fr | 24.01.19

*SFR lance la première expérimentation de la 5G à Nantes. La Cantine numérique et la SNCF sont au cœur de ce dispositif voulu pour accélérer les usages de la 5G au quotidien, pour le grand public, les startups et les industriels. Objectif : être fin prêt pour 2020.*

Si les consommateurs ne peuvent pour l'instant pas acquérir les récepteurs capables de recevoir la 5G, et si les opérateurs ne disposent pas encore des fréquences nécessaires, la course au très haut débit est belle et bien lancée. Accueilli à la Cantine numérique, sur l'île de

Nantes, Alain Weill, Pdg d'Altice France (SFR), a lui-même appuyé sur le buzzer pour donner le top départ des premiers tests d'expérimentation de la 5G en France, six mois après avoir réalisé la première connexion 5G sur bande de fréquence 3,5 Ghz et mené une expérimentation sur un terminal pré-commercial. **Cette fois, la 5G arrive en région.**

« Après les tests menés sur le Campus SFR, nous étions à la recherche d'une agglomération. L'écosystème nantais et la présidente de la métropole nous ont convaincu de venir ici à Nantes », indique Alain Weill. « C'est le premier site français où nous menons cette expérimentation ». **Il devrait être rapidement suivi par d'autres agglomérations françaises.**

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#) 

## Mounir Mahjoubi : "Près de 20% des Français ne savent pas utiliser le numérique"

[Francetvinfo.fr](#) | 18.01.19



Jacques Toubon a tiré la sonnette d'alarme. Pour le Défenseur des droits, il y a un risque que des millions de Français soient déconnectés. Invité sur le plateau du Soir 3, Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État au Numérique, répond : "Je partage cette inquiétude."

---

À titre personnel, [ca fait trois ans que je m'engage contre 'l'illectronisme'](#) .

Je suis ministre dans ce gouvernement depuis un an et demi et je me suis complètement engagé sur ce sujet dans la lutte contre l'exclusion numérique. J'ai commandé une étude il y a quelques mois qui va encore plus loin que ce que dit monsieur Toubon. **On a aujourd'hui près de 20% des Français, c'est-à-dire 13 millions, qui ne savent pas utiliser le numérique."**

### 100 millions d'euros pour accélérer l'accompagnement

Quelle réponse à ce problème ? Mounir Mahjoubi répond : "Depuis le début de l'année 2018, on s'est réunis avec les collectivités locales, avec les associations (...) **pour mettre en place un plan où on va cofinancer collectivement, le fait qu'on va être capables de former 1,5 million de personnes par an grâce au pass numérique.** En 2019, c'est 100 millions d'euros qui vont aller à accélérer l'accompagnement."

## De multiples initiatives numériques rendent un petit territoire plus dynamique

[LaGazettedescommunes.com](#) | 23.01.19

Grâce à la formation informatique et à la mise en place de services connectés, le village d'Ayen en Corrèze s'ouvre à de nouvelles perspectives.

---

Clément Vaurie, référent « numérique » en service civique, a été recruté en septembre 2018 par Ayen **pour assister les personnes cherchant à se perfectionner dans le domaine informatique.** Dernier avatar d'une politique bien engagée. **Depuis 2008 déjà, le village mise sur le numérique :** « Les habitants ont commencé à recevoir le bulletin municipal et des informations sur la vie communale par email, une fois par jour. Aujourd'hui, nous avons 475 adresses », explique Jérôme Perdrix, adjoint au maire, référent de la maison des services au public (MSP).

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#) 

## Le Conseil national du numérique consulte sur les régulations numériques

[Banquedesterritoires.fr](#) | 25.01.19

Le Conseil national du numérique a lancé le 14 janvier 2019 une plateforme de consultation sur les régulations numériques. Exposition aux écrans, encadrement des Gafam, cadre juridique pour les données d'intérêt général... plusieurs sujets sont susceptibles d'intéresser les collectivités.

Le 14 janvier dernier, le secrétaire d'État chargé du numérique, Mounir Mahjoubi, a lancé la seconde étape de la réflexion gouvernementale sur les régulations numériques. [Citoyens et acteurs du numérique sont invités à donner leur avis](#) sur une plateforme pilotée par le Conseil national du numérique (CNNum). Pour alimenter la réflexion des participants, le secrétariat d'État a publié une note de synthèse élaborée à partir des contributions des administrations consultées ces derniers mois sur les régulations économique, sociale, sociétale et les modalités de régulation. **La finalité de cette consultation est de "nourrir la réflexion des autorités françaises", notamment "dans le cadre de la prochaine mandature européenne".**

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#) 

## SANTÉ, SOCIAL ET TERRITOIRES

### La loi Santé sera présentée en conseil des ministres le 13 février, mais l'équation se complique

[Banquedesterritoires.fr](#) | 23.01.19

*À l'occasion de ses vœux à la presse le 22 janvier, Agnès Buzyn a annoncé que le projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé, en cours d'examen au Conseil d'État, sera présenté au conseil des ministres du 13 février. Ce texte comprend actuellement 23 articles, qui constituent la traduction législative du plan "Ma santé 2022", présenté par Emmanuel Macron le 18 septembre 2018 (voir notre article ci-dessous du même jour). Cette date de passage en conseil des ministres est conforme au calendrier annoncé par la ministre des Solidarités et de la Santé (voir notre article ci-dessous du 20 novembre 2018).*

#### Urgence déclarée et calendrier serré

Lors d'un point presse le 17 janvier, Cécile Courrèges, la directrice générale de l'offre de soins (DGOS) au ministère de la Santé, avait déjà indiqué que, "sous réserve des agendas parlementaires", **le projet de loi pourrait arriver sur le bureau de l'Assemblée nationale "dans la seconde quinzaine de mars". Le calendrier semble donc s'accélérer**, puisque les projets de loi adoptés en conseil des ministres sont, en principe, déposés directement dans la foulée sur le bureau d'une des deux assemblées. Agnès Buzyn a d'ailleurs elle-même évoqué un "calendrier assez court lié à la réforme des études de médecine". **La loi doit en effet être impérativement adoptée au printemps pour que cette réforme - comprenant notamment la suppression du "numerus clausus", celle du concours de fin de première année et le classement national des internes - s'applique à la rentrée universitaire 2019.** La ministre des Solidarités et de la Santé souhaite donc que le projet de loi fasse l'objet d'une **urgence déclarée (une seule lecture dans chaque chambre).**

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#) 

### Avant-projet de loi de santé : la mise en place de l'espace numérique de santé se précise

[Ticsante.com](#) | 17.01.19



*L'avant-projet de loi "relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé", qui a été soumis à consultation, prévoit la mise en place d'un "espace numérique de santé personnel".*

L'avant-projet de loi, dont APMnews (site d'information d'APM International, dont fait partie TICsanté) a eu copie, comprend 23 articles répartis en 5 titres. Il doit permettre de traduire plusieurs mesures annoncées dans la stratégie "Ma santé

2022" ([lire dépêche du 19 septembre 2018](#)).

Porté par la ministre des solidarités et de la santé, Agnès Buzyn, le projet de loi devrait être présenté fin janvier ou début février en conseil des ministres, puis discuté au Parlement dans le courant du premier semestre.

> [Lire la suite](#) 


[Sommaire](#)





## L'institut Montaigne propose une méthode d'évaluation des impacts de l'IA sur les emplois en santé

[Ticsante.com](#) | 22.01.19

L'institut Montaigne a présenté, dans une note publiée le 16 janvier, une méthodologie afin d'évaluer l'impact des technologies d'intelligence artificielle (IA) sur les emplois dans le domaine de la santé, estimant "essentiel" que l'Etat incite les établissements de soins à appréhender ces évolutions.

Intitulée "IA et emploi en santé : quoi de neuf docteur ?", [cette note a été rédigée pour l'institut par David Gruson](#) , ex-délégué général de la Fédération hospitalière de France (FHF), actuellement membre de la chaire santé de Science Po Paris.

David Gruson a lancé en 2018 le think tank Ethik & IA afin de défendre une "régulation positive" de l'IA et de la robotisation en santé, rappelle-t-on ([lire dépêche du 30 mars 2018](#) ).

Dans sa note il souligne que le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) appelle à "**une mobilisation forte**" sur "**les effets de la mutation numérique majeure pour les métiers du champ sanitaire et médico-social**", dans son avis 129 relatif à la loi de bioéthique publié en septembre dernier ([lire dépêche du 1<sup>er</sup> octobre 2018](#) ).

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#)



# GESTION, FINANCES ET TERRITOIRES

## La DGCL publie son guide statistique de la fiscalité directe locale en 2017

[Maire-info.com](#) | 03.01.19



La Direction générale des collectivités locales (DGCL) a publié, hier, la 32<sup>e</sup> édition de son guide statistique de la fiscalité directe locale, portant sur l'exercice 2017.

Celui-ci fournit pour l'ensemble des collectivités locales et pour chaque catégorie d'entre elles **des indicateurs sur la fiscalité directe locale : les taxes « ménages »** (taxe d'habitation et ses composantes, taxe sur le foncier bâti et non bâti y compris la taxe additionnelle), **les impôts économiques** (CFE, CVAE, IFER, Tascom) **mais aussi les taxes d'enlèvement des ordures ménagères (Teom), de gestion des milieux aquatiques et préventions des inondations (Gemapi) et additionnelle spéciale annuelle (Tasa).**

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#)



## Fusion des régions : le compte n'y est pas encore

[LaGazettedescommunes.com](#) | 25.01.19

Trois ans après la naissance des treize régions qui ont redessiné la France métropolitaine, la fusion ne semble pas achevée, occasionnant certains surcoûts. Pourtant, les régions ont fait la preuve de la maîtrise de leurs dépenses.

« A moyen terme, entre cinq et dix ans, en faisant des économies d'échelle, en supprimant les chevauchements de compétences, les doublons, on peut arriver à une dizaine de milliards d'euros d'économies », assurait le secrétaire d'Etat à la Réforme territoriale, André Vallini, en

2014. **Au regard des chiffres disponibles, force est de constater que les économies espérées ne sont pas (encore ?) au rendez-vous.** Car le redécoupage de la France métropolitaine, passée de 22 à 13 régions au 1<sup>er</sup> janvier 2016, ne s'est pour l'instant pas traduit par une baisse des dépenses.

> [Lire la suite](#) 


[Sommaire](#)



## Investissement : pourquoi tant de disparités entre les communes ?

[LaGazettedescommunes.com](#) | 22.01.19

*L'Observatoire des finances et de la gestion publique locales a examiné les dépenses d'équipement du bloc communal depuis le début du mandat municipal. Résultat, un volume d'investissements inférieur de 15% à celui du mandat précédent, et des disparités territoriales importantes, que l'OFGL a cherché à expliquer.*

Après +9,4% en 2017, **les dépenses d'équipement du bloc communal devraient augmenter (en valeur) de 7% en 2018.** Mais faut-il se réjouir de ce rebond ? Selon l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales, qui publie mardi 22 janvier le dernier numéro de sa publication [« Cap sur l'investissement des communes et des intercommunalités depuis 2014 »](#)  - n°6, janvier 2019, cette évolution est en réalité biaisée par un effet prix.

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#)




## ÉDUCATION ET TERRITOIRES

[Vousnousils.fr](#) | 24.01.19

### Innovation : T-Prof®, le premier simulateur numérique d'enseignement

*T-Prof® est un simulateur qui permet aux élèves professeurs d'apprendre la pratique de l'enseignement en immersion dans une classe virtuelle. Entretien avec son co-fondateur Frédéric Delahalle.*


#### ***Pouvez-vous nous raconter votre parcours et l'origine du projet ?***

Nous avons créé [la société T-Lipps](#)  en mars 2018 avec mon associé Jordane Paquet, qui est le président à l'initiative du projet. Nous nous sommes rencontrés lorsque nous occupions des postes de direction au sein d'un groupe de communication et de formations digitales innovantes et nous avons uni nos forces pour créer cette société.

Mon parcours est le suivant : j'ai travaillé plus d'une vingtaine d'années en agence de communication. Jordane Paquet a travaillé pour des studios de jeux vidéo, plus précisément dans le serious game car il est ingénieur pédagogique. Nous allions 2 forces, la communication et la technologie !

#### ***Comment est venue l'idée de créer T-Prof® ?***

L'idée du projet est issue d'un constat. Il y a plusieurs années, Jordane Paquet a voulu devenir professeur d'EPS, et il a remarqué que pendant ses années d'études il a eu beaucoup d'apprentissage sur la théorie et très peu sur la pratique de l'enseignement. Nous avons alors eu l'idée de créer une application qui a pour ambition de devenir le premier simulateur numérique d'enseignement.

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#)



## Le numérique en français : usages et représentations

[Cafepedagogique.net](#) | 28.01.19



« Recherches », revue de didactique et de pédagogie du français, consacre son nouveau numéro aux « usages du numérique ». De l'école au lycée, du collège à l'université, des enseignants.es y rendent compte de pratiques pédagogiques menées avec smartphones, tablettes, ENT, TNI...

Ainsi Magali Brunel montre combien la « fan fiction », genre numérique prisé par les adolescents, peut être utilisée en contexte scolaire pour aider les élèves à construire des compétences de « sujets lecteurs » de l'œuvre littéraire. François Annoque conclut ainsi son analyse de « discours d'enseignants sur les pratiques numériques des étudiants » : « Les enseignants interrogés construisent une partie de leurs enseignements en s'appuyant sur les habiletés supposées de leurs étudiants, tout en ayant pour certains d'entre eux une posture critique. Les pratiques numériques de leurs étudiants ne leur semblent légitimes qu'à partir du moment où celles-ci s'inscrivent dans leurs conceptions des apprentissages ». Une invitation à travailler non seulement sur les « usages », mais bel et bien sur les représentations du numérique, en particulier en milieu scolaire ?

> [Sur le site de l'éditeur](#) - [La fan fiction au collège](#) dans *Café pédagogique*

[Sommaire](#)



## ENT départemental L@ndecoales

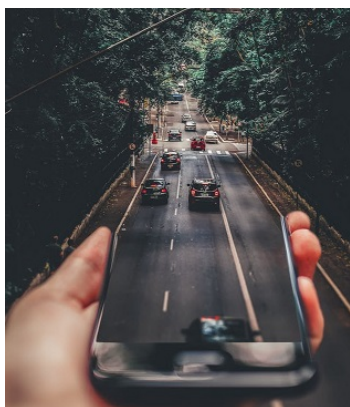
[Ac-bordeaux.fr](#) | 02.19

Afin de mutualiser les compétences et mettre en réseau les différents acteurs, le département a particulièrement développé un ENT départemental. 95% des écoles landaises utilisent un espace numérique de travail appelé L@ndecoales en partenariat avec l'ALPI. C'est un ensemble intégré de services numériques choisis et mis à disposition de tous les acteurs de la communauté éducative dans un cadre de confiance.

Il constitue un point d'entrée unifié permettant à l'utilisateur d'accéder, selon son profil et son niveau d'habilitation, à ses services et contenus numériques. **Il offre un lieu d'échange et de collaboration entre ses usagers, et avec les autres communautés en relation avec l'école.** Cet environnement apporte aux élèves **des outils et des services numériques permettant d'acquérir des compétences numériques.**

Découvrez différents usages de l'ENT L@ndecoales, dans les écoles de Villeneuve-de-Marsan, Saint-Gein et Saint-Laurent-de-Gosse au travers de la vidéo réalisée par Landespublictv [en suivant ce lien](#)

[Sommaire](#)



## DOSSIER PAROLE D'EXPERT

### Atos sécurise les communications des véhicules connectés

[Atos.net](#) | 22.01.19  
(Crédit Photo – Atos)


Atos, leader international de la transformation digitale, annonce aujourd'hui la sortie de la suite de sécurité Horus pour les systèmes de transport intelligents (ITS), une solution qui vise à sécuriser les communications des véhicules connectés.

Alors que le monde du transport intelligent n'a de cesse d'évoluer, les constructeurs automobiles et les fournisseurs de service pour les villes connectées (Smart Cities) **ont plus que jamais besoin de solutions de sécurité évolutives, capables de gérer les millions d'objets connectés et capteurs automobiles.**

La suite de sécurité Horus pour ITS, qui s'appuie sur des éléments de sécurité embarqués (V2X-HSM - Hardware Security Module – Vehicle-to-everything) et sur la technologie de certificats électroniques Horus PKI, permet aux opérateurs :

- D'assurer la confidentialité et l'intégrité des échanges V2X (vehicle-to-everything) ;
- D'adapter leurs performances et de générer des certificats électroniques en fonction des demandes ;
- De gérer efficacement les coûts grâce à un fonctionnement en mode SaaS (Software-as-a-service) et à une architecture Cloud hybride ;
- De lutter efficacement contre les cyberattaques qui visent les services Smart City.

La suite de sécurité Horus peut facilement être intégrée à un système d'information existant, telle qu'une organisation de gestion de flotte. Elle peut également être intégrée à un SOC (Security Operations Center) afin d'identifier et de remédier à tous comportements anormaux  
**"La sécurité des véhicules est au cœur des enjeux des services Smart City qui améliorent la sécurité routière et l'efficacité du trafic. La suite de sécurité Horus pour ITS permet aux véhicules de communiquer de manière sécurisée avec leur environnement. Elle permet également aux constructeurs automobiles et aux fournisseurs d'applications Smart City de relever efficacement les défis de leur secteur"** précise David Leporini, Directeur Sécurité IoT chez **Atos**.

> [Télécharger le communiqué de presse](#) 

[Sommaire](#)



## ÉNERGIES ET TERRITOIRES

### Taxe carbone : l'Etat prêt à du donnant-donnant avec les collectivités

[LaGazettedescommunes.com](http://LaGazettedescommunes.com) | 22.01.19




Le ministre de la Transition écologique et solidaire a ouvert les discussions avec les associations d'élus sur l'affectation d'une part de la taxe carbone aux collectivités. En échange, il leur demanderait de s'engager sur des objectifs contractuels mais surtout, il voudrait qu'elles s'engagent aux côtés de l'Etat pour défendre la trajectoire de la taxe carbone. Du donnant-donnant.

Ce n'est pas tous les jours qu'un ministre se déplace aux [Assises de la Transition énergétique à Dunkerque](#) , qui sont l'événement majeur pour les collectivités territoriales impliquées sur ce sujet. Et si

François de Rugy était là, ce mardi 22 janvier 2019, à l'ouverture de 3 jours d'échanges, c'est pour une bonne raison : **ouvrir un débat avec les élus sur l'affectation d'une part de la taxe carbone aux collectivités territoriales**. Enfin.

#### Une carte à jouer pour les élus

C'est là une demande ancienne des élus [que nous avons maintes fois évoquée dans La Gazette des communes](#) . Mais il semblerait qu'il y ait aujourd'hui « une ouverture », selon le représentant d'une association d'élus qui souhaite conserver l'anonymat. Signe que quelque chose est vraiment en train de bouger, mais qu'on marche encore sur des œufs...

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#)



### Des lampadaires intelligents pour surveiller les places de parkings

[Busetcar.com](http://Busetcar.com) | 18.01.19

Installer des lampadaires intelligents permet d'aider les villes à mieux gérer la mobilité. So Mobility, le think-tank de la ville d'Issy-les-Moulineaux dédié à la mobilité, avait organisé un atelier le 10 janvier dernier consacré à l'entreprise toulousaine Kawantech, spécialisée dans l'éclairage intelligent. Son président, Yves Le Hénaff, était venu présenter plusieurs expérimentations menées à Toulouse ainsi qu'à Paris.

Munis de capteurs, **ces candélabres peuvent ainsi mesurer en temps réel la présence de véhicules sur des places de stationnement, mais aussi tout ce qui peut faire obstacle à la fluidité** : véhicules garés en double file, camions de livraison bloquant une rue, etc. **Utilisée à Paris à l'automne 2018, cette technologie, permet de cartographier à quelques secondes près des places de stationnement avec différents types et tailles de véhicules.**

Surveillance générale. Les capteurs intégrés dans les lampadaires peuvent « apprendre » seuls la topologie de la rue et engendrer des actions en fonction de l'activité. **Il serait aussi possible, à terme, de transmettre des messages d'infrastructure à véhicules (X2V) pour prévenir des risques de collision imminente.** Le prix d'un lampadaire, de l'ordre de 4 à 5 000 euros, installation et maintenance comprises, nécessite une vraie réflexion de la part de la municipalité face à des capteurs au sol dont le coût est bien moindre (pour des informations certes beaucoup plus basiques). **Moins onéreux, l'entreprise propose également des candélabres équipés d'un capteur de mouvement (environ 200 euros), qui permettent d'éclairer les rues en fonction du passage des véhicules ou de piétons.** Testée pendant un an dans deux rues de Toulouse, **cette technologie a permis de générer 67% d'économie sur la facture d'électricité.** La ville a passé commande pour près de 500 lampadaires. So Mobility rapporte que Kawantech s'est engagé à **autofinancer l'innovation grâce aux économies générées par ces nouveaux types de candélabres.**

[Sommaire](#)



## • Grand Est

### Renneville finance des travaux publics grâce aux énergies renouvelables

[Banquedesterritoires.fr](#) | 11.01.19

*Chaufferie bois, éclairage public à LED, éoliennes, panneaux photovoltaïques... la commune ardennaise de Renneville, 210 habitants, a tracé plusieurs pistes pour s'engager sur la voie de la transition énergétique. Cet investissement pour l'avenir lui permet également d'agir dès aujourd'hui.*

En 2011, à l'occasion de travaux de rénovation, la mairie de Renneville est isolée avec de la laine de chanvre ; puis la chaufferie au fioul est remplacée par une chaudière à plaquettes de bois approvisionnée avec du bois des forêts de la commune et des dons de ses habitants. En 2014, **la commune inaugure un parc de neuf éoliennes de 2,2 MW chacune installées sur des terres agricoles communales et privées.** Le projet, initié en 2007, a été développé par la société Enertrag qui s'acquitte chaque année de loyers et taxes en lien avec l'exploitation des éoliennes.

> [Lire la suite](#) 

### Un appel d'offres solaire dans le Haut-Rhin pour préparer la reconversion de Fessenheim

[Banquedesterritoires.fr](#) | 23.01.19



*Le ministère de la Transition écologique et solidaire a annoncé ce 23 janvier le lancement d'un appel d'offres spécifique pour développer 300 mégawatts de capacité solaire photovoltaïque dans le Haut-Rhin. "Cet appel d'offres permettra de développer 200 MW par des centrales au sol, 75 MW par des grandes installations sur toiture et 25 MW par des petites", a-t-il détaillé dans un communiqué.*

**C'est la première fois en France qu'un appel d'offres pour des énergies renouvelables est limité à un territoire particulier.** Validé par la Commission européenne ce 18 janvier, **il va mobiliser 250 millions d'euros de soutien de l'Etat sur une période de 20 ans.** Ces futures installations solaires s'inscrivent dans le plan de reconversion élaboré entre l'État et les collectivités locales - région, département, communauté de communes et commune de Fessenheim - pour préparer le territoire à la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, prévue à l'été 2020. Cette centrale génère des recettes fiscales importantes pour les collectivités et emploie directement 850 salariés d'EDF et environ 350 salariés permanents d'entreprises prestataires, sans compter nombre d'emplois indirects et induits.

**L'appel d'offres annoncé mercredi se composera de trois périodes de candidatures, dont la première sera close dans six mois, et prévoit également un "bonus environnemental" attribué aux centrales au sol qui s'implanteront sur des terrains dégradés (friches industrielles, anciennes carrières, etc.).**

[Sommaire](#)



## Le Grand Est accélère le déploiement de l'hydrogène

[Collectiviteslocales.fr](#) | 22.01.19

*La Région a lancé le 18 janvier 2019 à Illkirch-Graffenstaden le projet DINAMHYSE de développement et de déploiement de l'hydrogène décarboné, mené en collaboration avec les acteurs du territoire déjà engagés autour de ces nouvelles technologies.*

Le projet est coordonné par le Pôle Véhicule du Futur et s'inscrit **dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir 3 (PIA3) doté à parité Etat/Région de 40 millions d'euros de soutiens**. Il ambitionne d'**accélérer le développement d'une filière industrielle hydrogène dans le Grand Est**, notamment en matière de mobilité. Il rassemble, les pôles IAR et Fibres Energivie ainsi que 6 entreprises (**ENGIE**, EDF, PSA, CMI Group, Haffner Energy, R-GDS), et des organismes de recherche publique (Université de Lorraine et CEA Tech) et la Ville de Chaumont. Au niveau régional, la méthanisation est une filière dynamique, notamment pour le gaz injecté au réseau avec 8 sites de production en activité et 67 projets identifiés. « *A travers ces démarches, je souhaite avant tout produire de la valeur dans nos territoires. Innovations, création et développement d'entreprises et d'emplois, ces technologies représentent un potentiel important de développement et proposent à nos concitoyens, des solutions dans leur vie quotidienne au plus près de leurs besoins* » a expliqué le président de la région, Jean Rottner.

[Sommaire](#)



## TRANSPORTS ET TERRITOIRES


[Banquedesterritoires.fr](#) | 24.01.19

**Une plateforme collaborative pour aider les projets de mobilité dans les zones mal**

**desservies**

*La ministre des Transports Elisabeth Borne a annoncé ce 23 janvier le lancement d'une plateforme collaborative permettant de recenser tous les nouveaux projets de mobilité entrepris dans des zones jusqu'à présent mal desservies et de mettre en contact les parties prenantes.*

Cette démarche s'inscrit dans la foulée d'un appel à projets visant à "**mettre en oeuvre de nouvelles solutions de mobilités du quotidien dans les territoires ruraux**", a-t-elle expliqué lors des Rencontres de la mobilité intelligente, à Montrouge (**Hauts-de-Seine**).

[Le gouvernement va aider 27 projets](#)  qui vont s'ajouter aux 35 dossiers déjà retenus en septembre. "*Cet appel à projets montre à quel point il y a des initiatives formidables dans les territoires. L'enjeu maintenant, c'est de faire partager, de faire savoir, et pour chaque territoire de capitaliser son expérience avec ce qui s'est fait ailleurs*", a indiqué la ministre à l'AFP.

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#)



## Le futur des navettes autonomes circule à Nevers

Agglo-nevers.net | 08.01.19



*Minibus, mini-circuit, mais maxi-révolution : depuis le 14 décembre et jusqu'à fin janvier, une navette autonome transporte gratuitement passants et curieux sur un kilomètre dans l'hyper-centre commerçant de Nevers, au milieu des voitures et piétons – une première en France. Pas de conducteur mais un concentré de technologies aux commandes de la Cours'Innov, un joli joyau en tournée expérimentale grâce à un partenariat entre **Nevers Agglomération** et Keolis.*

Rue Jean-Desvaux, rue Saint-Martin, rue François-Mitterrand et square de la Résistance, c'est un étrange voyage vers le futur que propose la Cours'Innov, cousine high-tech de la Coursinelle déjà rodée au centre-ville neversois. Un voyage sans conducteur – mais sécurisé, avec un opérateur embarqué au cas où... – à la vitesse raisonnable d'un piéton empressé. Plus exotique que le petit train de Noël, plus guillerette que Christine, la diabolique Plymouth Fury de Stephen King, la navette aux formes rebondies et aux joues rouges n'est pas un ORNI mais l'éclaireuse d'un avenir finalement proche pour les déplacements en centre-ville intelligent.

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#)

### • Hauts-de-France

#### À Soissons, gestion des données pour un stationnement intelligent et plus fluide

Banquedesterritoires.fr | 16.01.19

*En 2018, la ville de Soissons a déployé une centaine de capteurs vidéo dans son centre commerçant. Les données collectées aident la ville à mieux comprendre les flux tout en permettant aux usagers automobilistes de connaître, en temps réel, les places disponibles.*

Soissons (28.410 habitants) peut s'enorgueillir de belles artères commerçantes dans son centre-ville. Mais sur un territoire où le véhicule individuel reste le principal moyen de locomotion, concilier accessibilité automobile et activité commerçantes relève du casse-tête. "Les commerçants nous disent qu'on ne peut pas se garer, mais qu'en est-il exactement ? Dans quel secteur y a-t-il des difficultés ? C'est ce que nous avons voulu savoir exactement en installant des capteurs", relate le conseiller municipal délégué au transport et au stationnement de la Ville, Pierre Bureau.

#### Cœur de ville et loi Maptam

D'où la mise en place du "stationnement intelligent". Un projet dont l'objectif est de nourrir deux politiques structurantes : le développement de l'attractivité du centre dans le cadre d'un programme "Cœur de ville" et la mise en application de la réforme du stationnement (loi Maptam).

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#)

## AGENDA

### [05.02.2019] Énergie et Numérique - Quelles opportunités pour les collectivités, les territoires et les administrés ?

Journée de formation de la Mission Ecoter

**Date :** Mardi 5 février 2019 – 10h00 – 17h45

**Lieu :** CDC – 72 avenue Pierre Mendès-France – 75013 Paris – Salle C502

**Programme & Inscriptions :** [www.ecoter.org](http://www.ecoter.org)

Formateur : [Jacques Bucki](#)

- . Une transformation en profondeur
- . Transitions énergétique et numérique
- . Production d'EnR et efficacité énergétique
- . Transitions énergétique et numérique

[Sommaire](#)



## [06.02.2019] Numérique et éducation - Objectif « Réussite éducative » : donner toutes les chances dès le primaire

Colloque de la Mission Ecoter en partenariat avec la ville de Bourges

**Date** : Mercredi 6 février 2019 – 14h00 – 17h00

**Lieu** : Amphithéâtre du Museum - 9 Allée René Ménard - 18000 Bourges – **Accès gratuit**

**Programme & Inscriptions** : [www.ecoter.org](http://www.ecoter.org)

Depuis quelques années, les collectivités locales investissent pour passer à l'Ecole numérique.

**La Mission Ecoter**, comme elle l'a fait le 12 avril 2018 avec la **Communauté Urbaine de Dunkerque**, se consacre, à travers tables-rondes et colloques, au Numérique et à l'Éducation, « Réussite éducative » : donner toutes les chances dès le primaire !

Au travers de cette thématique et de ces échanges, il s'agit de développer un état des lieux et une analyse des nouvelles technologies au sein-même de notre système éducatif qui sont désormais présents dans les établissements scolaires et utilisés pour des usages éducatifs. Ce faisant, l'objectif est de mieux comprendre en quoi le numérique réinterroge et fait évoluer la forme scolaire classique, et de discerner les réels apports pour les apprentissages et le bien-être des apprenants et des enseignants.

[Sommaire](#)



## [13.03.2019] Smart City, une vision à taille humaine : mise en œuvre et clefs de la réussite

Colloque de la Mission Ecoter

**Date** : Mercredi 13 mars 2019 – 14h30-17h30

**Lieu** : CDC – 56 rue de Lille – 75007 Paris (Salle Gérard Bureau) – **Accès gratuit**

**Programme & Inscriptions** : [www.ecoter.org](http://www.ecoter.org)

Avec la présence de **Delphine Batho**, Députée des Deux-Sèvres, Présidente de Génération Écologie. Ce colloque donnera à toutes et à tous l'opportunité :

- Avoir une vision concrète de ce qu'est la smart city ;
- Comprendre le rôle de tous les acteurs, publics et privés, mais aussi locaux et externes (bailleurs sociaux, entreprises, associations, personnes qualifiées, startups, copropriétés, commerces, administrés...) ;
- Mesurer l'importance des datas et comprendre comment il sera possible d'en optimiser sa valeur et son potentiel ;
- Découvrir comment l'énergie est à la fois un outil d'économie, de richesse et aussi un outil structurant de l'épine dorsale numérique de la cité ;
- Découvrir aussi les différentes opportunités que la transformation numérique offre pour mieux gérer toutes les infrastructures d'un territoire ;
- Comprendre les raisons d'une méthode qui doit être obligatoirement partagée.

[Sommaire](#)



## [14.03.2019] Les clés de la réussite d'un tiers-lieu en milieu rural ou péri-urbain

Journée de formation de la Mission Ecoter

**Date** : Jeudi 14 mars 2019 – 09h30 – 17h30

**Lieu** : CDC – 72 avenue Pierre Mendès-France – 75013 Paris (Salle C502)

**Programme & Inscriptions** : [www.ecoter.org](http://www.ecoter.org)

Objectifs

A l'issue de cette journée, vous serez capable de comprendre les enjeux du rapprochement emploi/habitat, d'évaluer le dimensionnement et les perspectives de votre projet, de choisir le modèle économique adapté à votre contexte local et enfin de maîtriser les fondamentaux de gestion, d'exploitation, de communication.

[Sommaire](#)



## [14 et 15.03.2019] Patrimoine et renouvellement urbain

La Mission Ecoter partenaire des Journées d'études

**Date** : Jeudi 14 et Vendredi 15 mars 2019

**Lieu** : ENSAPB - 60 boulevard de la Villette – 75019 Paris - - Amphi Bernard HUET – **Accès gratuit**

**Programme & Inscriptions** : [jeanne.montagnon@paris-belleville.archi.fr](mailto:jeanne.montagnon@paris-belleville.archi.fr) et/ou [quentin.meullemiestre@ecoter.org](mailto:quentin.meullemiestre@ecoter.org)

Ces journées d'études visent à interroger la relation entre les programmes de Renouvellement urbain, que ce soit dans les grands ensembles, les centres des villes petites et moyennes, et la préservation du patrimoine existant.

[Sommaire](#) 

## [27.03.2019] Participation citoyenne numérique : métiers et compétences dans les collectivités

Rencontre de la Mission Ecoter en partenariat avec Décider ensemble

**Date** : Mercredi 27 mars 2019 - 14h00 - 17h00

**Lieu** : CDC - 56 rue de Lille - 75007 Paris (Salle Corvetto) - **Accès gratuit**

**Programme & Inscriptions** : [www.ecoter.org](http://www.ecoter.org)

Les collectivités font aujourd'hui face à l'impératif de rendre des comptes sur leur action en améliorant la transparence des choix de politiques publiques et en impliquant les citoyens. **Les outils numériques offrent de nombreuses opportunités** pour répondre à ces nouvelles demandes, puisqu'ils permettent d'**enrichir la production et la transmission d'informations**, de **faciliter la mobilisation et l'échange avec les citoyens**, ainsi que de **co-construire des propositions et des politiques publiques**.

Cet usage du numérique se traduit cependant par une évolution des métiers impliqués dans la relation au citoyen et une transformation des compétences nécessaires en interne pour mener à bien ces projets.

**Comment les collectivités s'approprient-elles les outils numériques ?**

L'objectif de cette rencontre est de poser le regard sur ce qui est souvent un « angle mort » du sujet, c'est-à-dire **la conduite en interne de ces démarches participatives, les méthodes et outils utilisés pour mener ces projets et les difficultés rencontrées**, du portage de l'idée jusqu'au retour au citoyen.

[Sommaire](#) 